



DÉCLARATION D'ENSEMBLE !

sur les élections Régionales et Départementales (06/03/2021)

Le contexte de ces élections et les impératifs de l'heure

A l'heure d'une crise sanitaire qui paralyse fortement la société et n'en finit pas, le besoin d'un changement politique est plus important que jamais. Les fautes du gouvernement dans la lutte contre la pandémie se conjuguent avec sa gestion réactionnaire de l'économie et de la vie sociale : explosion des licenciements, du chômage et de la pauvreté, accroissement des inégalités, dégradation des services publics (santé et éducation notamment), dérobades répétées devant l'urgence écologique, atteintes croissantes aux libertés, aggravation des discriminations, confinement de la démocratie dans la manière de combattre l'épidémie...

Dans cette situation de plus en plus difficile à vivre pour la grande majorité de la population, il y a urgence à produire des réponses concrètes par la construction à tous les niveaux d'alternatives sociales, écologiques et démocratiques en rupture claire avec ce capitalisme destructeur, et ses soutiens politiques. Sur cet objectif de rupture, par la convergence dans les luttes et dans les élections, un rassemblement de toutes les forces d'alternative susceptibles d'y contribuer (partis, syndicats, associations, collectifs citoyens, réseaux militants...) est nécessaire et possible. Dans les mobilisations et les luttes sociales, cette convergence s'organise entre les acteurs, comme cela s'est fait autour de plusieurs initiatives : l'appel « *Plus jamais ça !* », la mise en place d'un « *Collectif pour un véritable service public de l'énergie* », le collectif « *Nous toutes* », l'appel pour abroger la loi sécurité globales, etc.

Sur le plan électoral, une dynamique citoyenne a commencé à se concrétiser dans plusieurs villes lors des dernières élections municipales, avec des premiers succès prometteurs, notamment lorsqu'il y avait combinaison et convergence avec les rassemblements des forces politiques. La démonstration qu'une pratique différente et participative de la politique est possible a été faite : elle doit se prolonger dans les départements et si possible les régions, bien que celles-ci sont encore plus éloignées des citoyen-nes depuis les redécoupages issus de la loi NOTRE (2015). L'interférence entre ces élections et les présidentielles ne doivent pas faire obstacle aux démarches de rassemblement qui sont possibles et souhaitables en les adaptant à la réalité politique de chaque région.

Le mouvement ENSEMBLE! souhaite que les élections départementales et régionales soient l'occasion de réaliser le rassemblement le plus large possible, sur la base d'un programme antilibéral et antiproductiviste, des forces opposées au gouvernement, à la droite et à l'extrême-droite, aux majorités régionales sortantes qui pratiquent le green washing et dépensent l'argent public en subventions à des entreprises, sans contrepartie sociale et écologique. Il s'agit de faire de nos départements et de nos régions des territoires où la solidarité, l'égalité sociale, l'écologie et la démocratie seront les maîtres mots. Les militant.es d'ENSEMBLE! sont engagés dans ces batailles et participeront aux campagnes qui en résultent.

Même si les processus sont engagés dans beaucoup de régions et sont d'une grande diversité, ENSEMBLE! propose le cadre général suivant :

1. le rassemblement politique le plus large possible et la mobilisation citoyenne lorsqu'elle est possible, par exemple à l'échelle des cantons, voire des départements, ou à l'occasion de questions-clefs qui mobilisent les populations : les deux étant liés, la dynamique citoyenne sera d'autant plus grande qu'une perspective de rassemblement semble possible.

2. Co-construction d'un programme radicalement écologiste, anticapitaliste, féministe et démocratique : ce programme doit se nourrir des mobilisations, des luttes, des déclinaisons locales alternatives... Il y a urgence à co-construire un programme de justice écologique et sociale, en rupture avec les logiques libérales et sociales libérales mises en œuvre ces dernières années dans les régions et départements. Nous ne partons pas de rien : les différents appels à l'action, les luttes écologistes locales ou régionales, les mobilisations pour les transports publics (gratuité, réouvertures de lignes, les infrastructures hospitalières, la gestion des déchets, l'aide à l'économie sociale et solidaire, le soutien à la gestion publique de l'eau, etc...)

3. Co-construction des listes dans un processus démocratique et équilibré entre les composantes.

4. Combattre les risques de possibles victoires du RN, qui créeraient une situation inédite et grave.

5. Agir pour éviter les victoires de la droite.

- Ces exigences ne sont pas évidentes à remplir mais c'est la condition pour donner une opportunité d'assurer une forte présence politique dans les collectivités permettant de redonner l'espoir d'une véritable alternative. Pour cela, il nous faut :

- Convaincre les électrices et électeurs de se mobiliser et non de se réfugier dans l'abstention, en vue de peser pour imposer des propositions, permettre des majorités les défendant, conformes aux intérêts de la population et de rupture avec les politiques des forces de droite, dont LRM et LR, et d'extrême droite ;

- Combattre les risques de possibles victoires du RN. Celui-ci peut espérer l'emporter dans 4 régions, soit au premier tour (PACA), soit au second tour (Hauts-de-France, Occitanie, Bourgogne-Franche Comté). On ne saurait ignorer que la situation actuelle de crises multiples et de grandes difficultés sociales est susceptible de renforcer le vote en faveur de l'extrême droite. On ne peut non plus sous-estimer ce que signifierait la mainmise du RN sur une, voire plusieurs régions. Ce serait une nouvelle et grave dégradation des rapports de forces politiques et sociaux ;

- Défendre l'idée que, sous la double condition de l'unité et de la mobilisation citoyenne, l'opportunité existe pour les gauches et les écologistes d'améliorer leurs positions à l'occasion de ces élections, et de remporter des victoires afin de permettre dans ces collectivités des politiques favorables aux intérêts populaires.

Ces axes généraux sont à décliner dans les différentes régions. Ils doivent justifier des choix de soutien à apporter à telle ou telle liste. Ceux-ci sont du ressort des collectifs directement concernés. Cela au vu des spécificités régionales et des options des différentes forces, qui apparaissent aujourd'hui fort diversifiées.